



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
Service Eau et Risques
Unité Risques Naturels et Technologiques**

Auch, le

26 SEP. 2023

Monsieur le Président,

Par correspondance du 07 août 2023, vous m'avez fait part de vos observations concernant les projets de Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) des communes de Condom, Mirande, Castéra Verduzan et l'Isle de Noé. Elles ont retenu toute notre attention.

Vous trouverez ci-dessous les réponses que je suis en mesure de vous apporter.

1) Observations concernant le zonage – zone en rouge plein :

Comme cela a été expliqué lors des derniers comités de pilotage, tous les cours d'eau figurant en trait bleu plein et pointillé sur le scan 25 de l'IGN (chevelu) ont été pris en compte dans l'étude PPRI et ont été cartographiés.

Parmi ces cours d'eau, certains correspondent, comme vous le soulignez, à des fonds de talweg dans lesquels il n'y a pas nécessairement un régime d'écoulement permanent et/ou de débordements mais aux abords desquels on peut remarquer la présence de ripisylve. Ils conservent leur rôle de chemin d'écoulement de l'eau, notamment lors d'épisodes exceptionnels comme la crue de référence, et sont donc à préserver de toute construction, qu'ils soient classés en cours d'eau ou non dans le cadre de la cartographie des cours d'eau. La bande forfaitaire de 10 mètres positionnée de part et d'autre de ces cours d'eau et /ou écoulements a pour objectif de préserver ces espaces naturels nécessaires au ralentissement dynamique des crues. Vous trouverez dans le règlement des PPRI qui vous a été remis, au chapitre « II Réglementation des zones_1-Dispositions applicables en zone rouge plein », les objectifs recherchés dans ces bandes forfaitaires tant sur le volet risque inondation que sur le volet environnemental.

Le terme d'écoulement a été rajouté en légende des cartographies lors de précédentes études afin d'apporter une distinction entre les zonages PPRI du zonage « cartographie des cours d'eau », ces deux zonages ayant chacun leurs propres attributions.

**Monsieur MALABIRADE Bernard
Président de la Chambre d'Agriculture
3 chemin de la Calliaouère
CS 70161
32003 AUCH Cedex**

Affaire traitée par
M. Laurent VORONCEZ
Tel : 05 62 61 53 88
15 Place du Foyer - 32000 AUCH
www.gers.gouv.fr

Classement des plans d'eau en rouge plein :

Les plans d'eau ont été intégrés dans le zonage PPRI parce qu'ils viennent dans la continuité d'écoulements zonés, et/ou parce que la hauteur d'eau y est supérieure à 1m. Le classement en zone rouge PPRI n'a, depuis qu'il a été instauré (2015), à ma connaissance, jamais nuit à la bonne gestion de ces plans d'eau.

2) Observations concernant le règlement :

• Entretien des cours d'eau :

Le code de l'environnement mentionne que le propriétaire et/ou gestionnaire riverain d'un cours d'eau est responsable de son bon état écologique, notamment par un entretien régulier.

Pour cela, il est nécessaire de faire la différence entre entretien régulier et curage (qui nécessite une autorisation administrative préalable), et de connaître les obligations en matière de gestion de la végétation des berges.

Les interventions suivantes, qui relèvent d'un entretien régulier d'un cours d'eau, peuvent être réalisées sans autorisation administrative préalable :

- enlever les embâcles (déchets, branches, végétation et troncs d'arbres) qui bloquent le libre écoulement de l'eau ;
- entretenir la végétation sans dessoucher (élagage ou recépage) de façon sélective et localisée afin de ne pas dégrader l'état écologique du cours d'eau (coupe à blanc interdite). La ripisylve (végétation des berges) doit rester diversifiée et fonctionnelle en terme de continuité écologique et de biodiversité et adaptée à la typologie du cours d'eau, aux milieux naturels et à la faune présente ;
- enlever les bouchons terreux ponctuels, sans impacter les pentes, les berges, le fond du lit, ses côtés, ni sa sinuosité.

Les autres travaux d'entretien de cours d'eau sont soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Vous trouverez des renseignements complets sur le site Internet de la Préfecture, à l'adresse suivante :

<https://www.gers.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Gestion-de-l-eau/Cours-d-eau-fosses-et-drainages-agricoles/Cours-d-eau-entretien-embacles-bouchons-terreux-vegetation-des-berges>

La cartographie des cours d'eau, disponible également sur le site Internet de la Préfecture, permet de savoir si l'écoulement considéré est un cours d'eau reconnu ou non.

S'il s'agit d'un écoulement répertorié comme "non cours d'eau" dans la cartographie départementale des cours d'eau, alors aucune procédure administrative n'est requise au titre de la loi sur l'eau, même si l'écoulement en question est couvert par un zonage PPRI.

• Dignes des lacs :

Dans le règlement du PPRI, les digues de lacs sont évoquées dans les paragraphes C_2 (Autorisations sous conditions en zone rouge plein / Aménagements, équipements / Remblais) du règlement et ce, pour chacune des zones : La construction d'ouvrage dans le but de constituer une retenue ou plan d'eau nécessitant la mise en place de remblai est autorisée uniquement dans la mesure où l'ouvrage (remblai) est implanté en travers d'un écoulement dont la zone inondable n'excède pas 10 m de part et d'autre de cet écoulement depuis le haut des berges et n'emplète pas sur une zone inondable plus importante.

Dans tous les autres cas, les retenues ou plans d'eau situés en zone inondable sont interdits s'ils nécessitent la mise en place de remblais (autorisés en déblais uniquement).

Ces ouvrages ne devront pas avoir pour effet d'aggraver l'inondabilité au droit d'enjeux avoisinants.

La zone de 50 mètres au pied des digues ne concerne que les constructions derrière des digues de protection. Des précisions vous sont apportées à ce sujet dans la fiche annexe n°3 du règlement PPRI.

Vous évoquez également les conséquences de l'application des prescriptions du PPRI et le frein qu'elles pourraient avoir sur le développement de l'activité agricole.

La Direction Départementale des Territoires du Gers, consciente de l'enjeu des activités agricoles a fait le choix d'assouplir la règle d'inconstructibilité stricte inhérente à la zone rouge en créant dans les zones de moindre aléa, des zones rouges hachurées permettant la construction de nouveaux projets liés à l'activité agricole. Ceci représente une manière de concilier le maintien du développement de l'activité agricole et une moindre exposition au risque inondation.

Enfin, vous vous inquiétez sur l'image négative que pourrait générer un tel classement sur la valeur du patrimoine foncier et sur les conséquences économiques qui devront faire l'objet, selon vous, de compensations. Le PPRI ne crée pas le risque. Hormis le principe de servitude d'utilité publique qu'il instaure, il constitue un indicateur du niveau d'exposition au risque naturel inondation. Il contribue à l'information des citoyens afin de développer des comportements plus sûrs pour à la fois préserver des vies humaines et limiter les dommages aux biens. Conformément à une jurisprudence déjà bien établie, le classement d'un terrain en zone inconstructible n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur départemental des territoires



Xavier VANT

